Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 23 (2011)
Heft: 88

Artikel: Le point de non-retour
Autor: Hafner, Urs / Schipper, Ori / Imboden, Dieter
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-551097

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le point de **non-retour**

Dieter Imboden et Walter Steinlin dirigent les deux principales institutions d'encouragement de la recherche en Suisse. Ils souhaitent renforcer leur coopération.

PAR URS HAFNER ET ORI SCHIPPER

PHOTO ANNETTE BOUTELLIER

Walter Steinlin, Dieter Imboden, depuis le début de l'année, la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) est indépendante de l'administration fédérale, comme le FNS. Allez-vous désormais vous rapprocher ?

Walter Steinlin : C'est ce que nous souhaitons, car nos missions sont complémentaires. Le FNS transforme l'argent en savoir et nous retransformons le savoir en argent, en encourageant des projets dont l'économie suisse pourrait tirer profit.

Dieter Imboden : Le cadre dans lequel nous travaillons est aujourd'hui presque identique, et cela fait longtemps que nous sommes proches. Lorsque le FNS repère en recherche fondamentale un projet susceptible de déboucher sur une application, il en informe la CTI. Et celle-ci nous rend attentifs aux applications susceptibles de déboucher sur de nouvelles questions de recherche fondamentale. A l'heure actuelle, nous menons conjointement le PNR 62 « Matériaux intelligents ».

Walter Steinlin et la CTI

Walter Steinlin est le nouveau président de la CTI. Celle-ci est indépendante depuis le 1er janvier 2011 et encourage le transfert de connaissances et de technologies, ainsi que l'entreprenariat fondé sur la science. Walter Steinlin a fait des études d'ingénieur en électricité à l'EPFZ et est responsable chez Swisscom des relations avec les hautes écoles et du trend scouting (chasse aux tendances). Il est membre de la commission Formation et recherche d'economiesuisse.

> «Le FNS transforme l'argent en savoir et nous le savoir en argent.»
> Walter Steinlin

Vous avez presque le même cadre légal, mais ne disposez pas du même budget. Le FNS attribue chaque année 600 millions de francs, soit trois fois plus que la CTI.

WS : Les missions sont différentes. Dans son domaine, le FNS est seul pour assurer le financement. Alors que la CTI est un catalyseur. L'industrie assure un cofinancement, en allouant aux projets au moins autant d'argent que nous.

DI : Les deux institutions d'encouragement sont comme une pyramide : le FNS couvre l'ensemble du domaine scientifique, alors que la CTI se concentre sur les applications susceptibles d'être rentables. Parallèlement, il y a aussi les applications dont les pouvoirs publics profitent.

M. Steinlin, pourquoi certaines entreprises ont-elles besoin d'une aide de l'Etat ? Est-ce que vous ne faussez pas le marché ?

WS : C'est un reproche récurrent. Le risque de distorsion de la concurrence existe, notamment dans le secteur technique. Des bureaux d'ingénieurs s'en sont déjà plaints. Ils voulaient savoir pourquoi certaines hautes écoles spécialisées recevaient des fonds et pas eux. Nous ne voulons pas fausser le marché, mais le stimuler en encourageant des projets innovants, profitables à toutes les entreprises impliquées. Le savoir des hautes écoles ne circule pas spontanément vers l'industrie. Cela vaut donc la peine que l'Etat injecte des subventions à cette fin.

Pourquoi ce savoir ne circule-t-il pas vers l'industrie ?

WS : Les petites entreprises n'en ont pas les moyens et il leur manque souvent le goût du risque.

DI : Les grandes entreprises sont aussi mieux intégrées dans les réseaux. Elles engagent sans cesse de jeunes diplômés qui apportent un savoir tout frais.

M. Steinlin, choisissez-vous vos projets comme le FNS, en mettant les requêtes en concurrence ?

WS : Oui. Nous encourageons les hautes écoles et les entreprises à déposer des demandes. Ces derniers temps, nous recevons de plus en plus d'excellentes propositions et nous choisissons les meilleures, celles qui génèrent le plus de valeur économique et promettent le plus grand bond en termes d'innovation.

Qu'est-ce qu'un bond en termes d'innovation ?

WS : C'est la valeur de la nouveauté issue de la recherche, qui rend l'innovation difficile à copier. Nous ne soutenons pas de nouveaux salons de coiffure, même s'ils créent des emplois.

Les entreprises qui réussissent sur le marché doivent-elles rembourser à la CTI les montants versés ?

WS : Non, mais c'est une idée dont nous discutons. En France et en Israël, par exemple, cela se fait.

Vous allouez tous les deux des deniers publics. Que faites-vous lorsque ces fonds sont versés à des projets qui constituent une avancée ou apportent un important bénéfice économique, mais sont controversés sur le plan social et politique ? Exemple pour la CTI : un système d'armement innovant.

Dieter Imboden et le FNS

Dieter Imboden préside depuis 2005 le Conseil national de la recherche du FNS. Le FNS est la principale institution d'encouragement de la recherche en Suisse. Dieter Imboden est président de l'EUROHORCs (European Heads of Research Councils) depuis 2009 et professeur de physique de l'environnement à l'EPFZ depuis 1998.

WS : Vous voulez dire de nouvelles technologies d'armement susceptibles d'être exportées en Afghanistan et de rapporter gros… Heureusement, ce genre de cas ne s'est encore jamais présenté. Nous nous en tiendrions aux lois et fixerions des limites éthiques, comme ne pas financer des produits toxiques utilisés comme arme de guerre ou des mines anti-personnel.

DI : Aujourd'hui, nous possédons des connaissances que nous préférerions ne pas avoir. L'histoire de la recherche est pleine de découvertes qui nous ont posé des problèmes ou qui nous en poseront : la fission nucléaire et la dynamite ou la possibilité de stopper le vieillissement.

Un dossier pour la commission d'éthique ?

DI : Les commissions d'éthique n'interviennent que lorsque la recherche est déjà active dans un domaine délicat. Mais générer du savoir en étant motivé par la curiosité, sans même soupçonner le continent que l'on est en train de découvrir, c'est quelque chose qu'il ne faut pas chercher à empêcher. Il n'est pas possible de retourner au paradis et de raccrocher la pomme à l'arbre. Mais la science ne peut pas se contenter de présenter ses découvertes à la société et lui dire : faites-en ce que vous voulez, ce n'est pas notre problème. Trouver la bonne manière d'empoigner le nouveau savoir, cela fait aussi partie des responsabilités du scientifique.

Depuis peu, le FNS recense systématiquement les données de son output, afin de mieux s'évaluer. La CTI aussi ?

WS : Bien entendu. Chez nous, c'est plus simple. Nous voyons quelles sont les start-up qui survivent.

DI : Le fait de mesurer l'output ne veut pas dire qu'il n'y aura plus d'échecs. S'il n'y en avait pas, cela signifierait que nous nous y prenons mal. Sans échecs, pas de succès. Par ailleurs, nous devons aussi fournir la preuve de certains bénéfices qui ne sont pas simples à mesurer, comme la formation de la relève scientifique.

> «S'il n'y avait pas d'échecs, cela signifierait que nous nous y prenons mal.»
> Dieter Imboden

WS : J'appelle cela les bénéfices collatéraux, des conséquences non intentionnelles, mais positives.

Que pouvez-vous apprendre l'un de l'autre ?

WS : Pour le choix et l'évaluation des projets, nous aimerions recourir davantage à des experts internationaux, comme le FNS. Cette mise en réseau est une condition sine qua non dans le fonctionnement actuel de la science.

DI : Je suis impressionné par la flexibilité et la rapidité avec laquelle la CTI prend ses décisions. Nous pouvons aussi beaucoup apprendre de sa façon pragmatique d'exploiter le savoir. La recherche fondamentale, dans sa tour d'ivoire, est encline à décréter à l'avance qu'une recherche tournée vers l'application est forcément moins bonne. ■